

à améliorer la qualité, l'accessibilité et l'abordabilité des services publics dans les collectivités locales.

Le Canada a aidé ses partenaires gouvernementaux à offrir ou à surveiller des services publics de grande qualité qui répondent aux besoins des personnes marginalisées, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. Pour ce faire, il a fallu collaborer avec les gouvernements à tous les niveaux et avec les fournisseurs des services publics pour :

- améliorer la transparence et la responsabilisation;
- renforcer la responsabilisation sociale;
- améliorer la gestion des finances publiques;
- utiliser des données statistiques pour orienter les améliorations des services.

Le Canada a soutenu l'initiative de création de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques afin de lutter contre la corruption et d'intégrer l'égalité des genres dans les services publics. Pour apprendre à lutter contre la corruption, 136 vérificateurs des institutions supérieures de contrôle des régions anglophones, francophones et arabophones ont reçu une formation sur les cadres de vérification institutionnels. Les cours étaient axés sur la dimension de la corruption liée à l'égalité des genres et à ses effets sur les ODD. En outre, des considérations liées à l'inclusivité, notamment l'égalité des genres, ont été ajoutées au manuel de rendement de la vérification, un précieux outil public utilisé par les vérificateurs des finances publiques dans le monde entier.

À Cuba, le gouvernement du Canada a soutenu en 2017-2018 un projet de renforcement de la capacité des vérificateurs grâce à la formation, à l'assistance technique et au soutien technologique. De ce fait, les connaissances des participants sur le contrôle de vérification, la méthodologie et la supervision ont augmenté des deux tiers. Leur confiance dans leur capacité d'allier les approches tenant compte de l'égalité des genres et les approches environnementales pendant la conduite des vérifications a augmenté de 58 %.

Au Myanmar, le gouvernement du Canada s'est associé en 2016 au Forum des fédérations dans un projet de trois ans visant l'amélioration des connaissances et une meilleure compréhension du fédéralisme. Depuis le début du projet, 11 194 dirigeants communautaires ont approfondi leurs connaissances sur le fédéralisme à l'occasion de 236 ateliers animés par des formateurs locaux dans l'ensemble du pays. Les participants ont également pris connaissance des mécanismes qui peuvent contribuer à renforcer la participation des femmes au fédéralisme et à la prise de décisions publiques. C'était particulièrement le cas pour les ateliers axés sur l'égalité des genres et le fédéralisme. Dans ce cadre, plus de la moitié des participants ont déclaré que leur compréhension des enjeux liés à l'égalité des genres et au fédéralisme

avait augmenté de plus de 75 %. Les questions examinées comprenaient les droits de la personne, l'unité et la diversité, la consolidation de la paix, le partage des pouvoirs, le gouvernement local, et le fédéralisme fiscal et la budgétisation sexospécifique.

En Afrique du Sud, le gouvernement du Canada a poursuivi en 2017-2018 son partenariat avec la Fédération canadienne des municipalités dans le cadre du projet Développer des municipalités inclusives et vertes. Ce projet aide les gouvernements municipaux à renforcer leur capacité de prendre en charge une prestation de services efficace, d'assurer une croissance économique verte inclusive et de renforcer les mesures d'atténuation et d'adaptation à l'égard des changements climatiques. Au cours de sa première année, en 2017, le projet a sensibilisé les municipalités aux questions liées à l'égalité des genres. Cela a jeté les bases de la budgétisation sexospécifique et d'autres pratiques exemplaires en planification municipale, qui seront déployées à mesure de l'évolution du projet.

Le Canada mise sur la participation et la collaboration bilatérales et multilatérales lorsqu'il accorde son soutien à des pays partenaires pour des questions associées à la fiscalité internationale et à la mobilisation des ressources nationales. Il fournit cette aide, notamment, par l'intermédiaire de l'Agence de revenu du Canada. Par exemple, l'Agence a coparrainé le Réseau pour le renforcement des capacités du Forum sur l'administration fiscale de l'OCDE. Ce forum vise à promouvoir les travaux et les priorités qui appuient les efforts de renforcement des capacités fiscales internationales. Le réseau a établi un cadre de renforcement des capacités pour :

- ancrer ces priorités;
- servir d'outil utile pour cataloguer, évaluer et surveiller le soutien et les activités;
- améliorer l'efficacité en relevant les lacunes en matière de renforcement des capacités et les doublons.

Pour contribuer à renforcer les capacités de l'administration fiscale, l'Agence de revenu du Canada a continué à tirer parti d'un prototype mondial en ligne, la Plateforme de partage des connaissances pour les administrations fiscales. Cette plateforme encourage le partage pratique des connaissances et de l'expertise fiscales de façon économique et durable. De nombreuses administrations et organisations fiscales tirent parti de cet outil pour compléter leurs programmes actuels.

En Haïti, par l'intermédiaire du consortium C2D Services-Data Torque, le Canada a renforcé les compétences des institutions de perception des droits de douane et des impôts sur le revenu, de la Direction générale des douanes et de la Direction générale de l'impôt sur le revenu. Grâce à ces capacités accrues, ces entités seront en mesure d'améliorer la génération des recettes intérieures nécessaires pour offrir des services publics inclusifs. En 2017-2018, avec le soutien du Canada, un système